N° 1089. MERCREDI 8 FEVRIER 1865. 9me année.

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 » francs par an. » » 14 » » six mois. » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE, BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE BULLIER et Cie, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 7 février 1865.

BULLETIN.

Les lettres de Turin continuent à mentionner la très vive émotion que le départ du roi Victor-Emmanuel a excitée dans cette ville. Ce coup de tête et de fierté place le parti d'action dans une attitude au moins compromettante. Il ne serait peut-être pas éloigné d'en sortir par un acte violent, mais le général Cialdini, gouverneur actuel de Turin n'est pas homme à favoriser aucune velléité révolutionnaire.

Jusqu'à présent aucun renseignement officiel n'est venu confirmer le bruit apporté par les journaux anglais de la cession à la France des provinces de Sonora de Durango, de Cinola et de la Basse-Californie. Il y a tout lieu de penser que les indications des feuilles anglaises sont inexactes. On ne saurait admettre, en effet, que le gouvernement de l'Empereur ait été investi sans son consentement ou même sans en être avisé par voie diplomatique, d'une possession territoriale qui, qu'elle que soit sa valeur, né lui et aucunement nécessaire pour l'encaissement des indemnités que le nouveau gouvernement du Mexique a consenties.

C'est le 7 février que s'ouvre la session du Parlement anglais, session qui sera la dernière de la législature actuelle et qui n'offrira probablement pas un bien vif intérêt, les partis paraissant disposés à réserver toutes leurs forces pour la grande lutte électorale, qui aura lieu après la clôture de cette session.

Une association patriotique fait circuler à Berlin, une pétition au roi demandant l'incorporation des Duchés à la Prusse. Le projet de loi militaire fixe le contingent annuel à onze hommes pour mille. Le ministre de la marine demande un emprunt de 225 millions de francs pour la construction de la flotte.

Le *Times* a reçu de son correspondant à New-York la nouvelle que le Congrès confédéré a adopté, à l'unanimité une résolution qui engage le gouvernement à placer toutes les armées du Sud sous la direction exclusive du général Lee et à continuer la guerre avec la plus grande vigueur, jusqu'à ce que l'indépendance du Sud soit définitivement établie. Le Congrès recommande aussi de rétablir Johnston dans son ancien commandement.

J. REBOUX.

On écrit de New-York, le 20 janvier, au *Moniteur* :

« Le fort Fisher a été pris d'assaut, le dimanche 15 de ce mois, par les troupes de débarquement qui accompagnaient la flotte de l'amiral Porter, et que commandait le général Terry. C'est un des plus brillants coups de main que les forces fédérales aient encore exécutés. La prise du fort Fisher ne suffit pas, à ce qu'il paraît, pour fermer entièrement l'entrée de la rivière de Wilmington aux steamers employés pour forcer le blocus des ports du Sud ; elle constitue pourtant un succès d'une haute importance. Le bruit de l'entrée des troupes fédérales à Wilmington a couru à New-York ; bien que cette nouvelle soit prématurée, la bourse de New-York s'en est émue et la prime de l'or vient de tomber à 102. C'est le point le plus bas auquel elle soit descendue depuis plusieurs semaines.

» On annonce que le nouveau projet de confédération des colonies anglaises de l'Amérique du Nord ne se bornerait plus aux Franco-Canadiens, mais s'étendrait aux habitants des provinces qui bordent l'Atlantique, principalement de la Nouvelle-Ecosse et de l'île du Prince-Edouard. »

On écrit de Londres, le 2 février :

« Les affaires d'Amérique absorbent l'attention publique. On croit généralement que le moment approche où il faudra que l'Europe intervienne dans cette sanglante mêlée. Il résulte de correspondances particulières de personnages éminents du Nord, que le Nord serait disposé à reconnaître les Etats confédérés, si ces derniers voulaient adopter un tarif commun et conclure une alliance offensive et défensive. Le Sud ne serait pas éloigné de se prêter à toute combinaison dont le but essentiel serait la reconnaissance de son indépendance. Si l'Europe n'intervient pas, la combinaison à laquelle ont pensé les hommes du Nord pourrait être acceptée par le Sud. Ce serait un malheur pour le monde.

» Le professeur Goodwin Smith, chaud partisan du Nord. et qui récemment a été accueilli aux Etats-Unis par M. Lincoln et des hommes éminents du Nord, laisse entrevoir dans une lettre adressée au *Daily News*, qu'il serait possible que, dans un temps peu éloigné, des négociations de paix fussent entamées avec des Etats séparés sur lesquels pèse l'oligarchie immorale de Richmond. Avec le gouvernement de Richmond, il n'y a pas de transactions possibles; mais avec les états séparés, il pourrait y en avoir.

» C'est à l'Europe à ne pas permettre que le Sud se trouve entraîné à contracter une telle alliance.

Nous lisons dans le *Mémorial diplomatique*, sous la signature de M. Valfrey :

« On nous mande de Mexico que l'Empereur Maximilien, dans une lettre autographe adressée au Pape, s'est chargé d'exposer lui-même à Sa Sainteté les motifs impérieux qui l'ont déterminé à prendre les mesures indiquées dans sa lettre au ministre de la justice.

« Le langage du jeune Empereur est empreint du plus profond respect pour le Père commun des fidèles; mais il n'en est pas moins ferme en ce qui concerne les devoirs imposés au souverain du Mexique par les exigences de la situation intérieure et par l'urgence de hâter la conciliation des partis au dessus desquels doit planer la nouvelle dynastie, comme un point de ralliement des aspirations nationales. »

Le gouvernement russe a établi un cordon militaire le long des frontières de la Lithuanie et du gouvernement d'Augustowo, afin d'empêcher les conscrits de passer à l'étranger. Cet acte de rigueur, digne du gouvernement moscovite, ne fera qu'envenimer la juste haine que la Pologne porte à la Russie.

Le roi Victor-Emmanuel à Florence.

Le traité du 15 septembre, en ce qui concerne le gouvernement italien, vient de recevoir son exécution. Le roi Victor-Emmanuel a quitté Turin pour aller s'établir à Florence où la cour, les chambres, les ministères s'installeront prochainement.

Le départ du roi est prématuré, insolite même, puisqu'il ne devait avoir lieu qu'en avril ou mai. On attribue cette détermination aux désordres dont l'ancienne capitale a été récemment le théâtre et qui ont vivement froissé S. M. Victor-Emmanuel. On serait irrité à moins. Quelque idée qu'on se fasse de la convention de septembre, l'équité oblige de reconnaître qu'en la proposant et la signant, le gouvernement de Turin a eu en vue le bonheur et la grandeur de l'Italie. Si quelqu'un a dû souffrir personnellement de quitter Turin, ce doit être le chef de la maison de Savoie. On n'abandonne pas sans douleur le lieu où fût notre berceau, où reposent les cendres de nos parents, où s'est passée la plus grande, peut-être la plus heureuse partie de notre existence. Mais la raison d'Etat devait prévaloir sur les sentiments du prince ; il s'est résigné ; l'inconséquence ou le défaut de patriotisme peuvent seuls lui en faire reproche.

Dans tous les cas, si telle est la signification des scènes récentes de Turin leur inconvenance n'est égalée que par leur stérilité. Un mois plus tôt, deux mois plus tard, la translation à Florence de la capitale de l'Italie ne devait-elle pas être effectuée ? Ne s'y attendait-on pas depuis l'automne. N'en avait-on pas même pris son parti, les uns par abnégation, les autres avec telle ou telle arrière-pensée ? Dès lors, comment s'expliquer les actes affligeants à tous égards, qui ont hâté le voyage du roi vers la cité toscane ?...

Ce n'est probablement pas se hasarder beaucoup que de supposer, de la part de l'opposition quelque dessein hostile. Le garibaldisme n'a point désarmé. Qui sait s'il ne cherche pas dans l'agitation intérieure, le prétexte d'une agression au dehors ? Sa tatistique, depuis quatre ans, n'a t-elle pas été de forcer la main au pouvoir ? Là où les italiens sensés voient Florence, les meneurs révolutionnaires entrevoient Rome. D'un désordre quelconque, l'imprévu peut sortir. Nous croyons fermement, quant à nous, que cet imprévu serait un désastre pour le nouveau royaume ; mais les garibaldiens, les mazziniens n'y regardent pas de si près.

Quoi qu'il en soit, voici comment un journal de Turin, recevant l'inspiration des chefs du parti d'action, rend compte du départ du roi d'Italie :

« Ce matin, de bonne heure, le roi Victor-Emmanuel, quittant l'antique résidence de sa dynastie, est parti pour Florence, n'emmenant avec lui que les officiers de sa maison militaire qui étaient de service. Il ne reviendra pas...

« Le transfert de la capitale est donc un fait acompli par surprise et à l'improviste. Le général Della Rocca laisse le commandement de la division territoriale ; le général Cialdini est appelé à le remplacer. Ce départ inattendu est un très grave événement. La journée du 3 février 1865 occupera une très importante place dans l'histoire de l'Italie, et encore plus dans celle de la maison de Savoie. »

Que signifient ces paroles, ou l'irritation semble se doubler de quelque menaçante pensée? Nous l'ignorons, mais nous ne tarderons pas à le savoir. La discrétion n'a jamais été une vertu révolutionnaire. Il n'en est pas moins vrai que voilà le général Cialdini investi, de fait, du gouvernement de Turin. Si cela nous donne à réfléchir, on peut croire que cela inspirera de la circonspection aux garibaldiens de langue ou de plume, de fusil ou d'épée. — A. Bayvet.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'*Agence Havas* nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Berlin, 5 février.

Une association patriotique fait circuler une pétition au roi demandant l'incorporation des Duchés à la Prusse.

Le projet de loi militaire fixe le contingent annuel à onze hommes pour mille.

Le ministre de la marine demande un emprunt de 225 millions pour la construction de la flotte.

Athènes, 5 février.

Le prince Jules, oncle du roi, a quitté notre ville le 3. On ne sait encore rien de positif sur le départ du comte Sponneck.

COURS DE LA BOURSE.

Cours de clôture	le 6	le 7	hausse	baisse
3 % ancien . .	67.05	66.95	» »	» 10
4 1/2 au compt.	96.00	96.00	» »	» »

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 8 FÉVRIER 1865.

— N° 14 —

RAYMOND D'ARMENTIÈRES,

PAR

La vicomtesse DE LERCHY.

CHAPITRE IX.

(*Suite*)

M. Erneville hésita une seconde; il avait vu se froncer les sourcils de sa fille et le visage de Clotilde prendre une expression de chagrin. Il ajouta cependant :

« Moi-même je regrette parfois la faiblesse que j'ai eue de l'accepter pour gendre. Mais ne t'en afflige pas ; tu l'aimes, et je ne veux que ton bonheur. Je m'accoutumerai à ses manières. »

Elle soupira ; elle s'était aperçue déjà en plusieurs occasions que M. Erneville et le duc ne se comprenaient ni ne s'aimaient, et que sa brillante alliance ne faisait pas le bonheur de son père. La voyant triste, il se repentit d'avoir proféré cette plainte, et, pour distraire Clotilde, il l'intretint de leur dîner.

« Je me propose, poursuivit-il, d'en donner un chaque semaine. Quel est l'auteur qui a dit : *C'est par des dîners qu'on gouverne les hommes* ? Je suis tout à fait de son avis. Nous allons lancer, en outre, un de ces jours, nos invitations à notre premier bal. J'ai pris des arrangements avec un tapissier pour la décoration des salons ; cela me coûtera cher, mais ce sera splendide. Toi, songe à tes toilettes. Il faut que ta beauté triomphe même de l'envie et de l'esprit de dénigrement, que M. d'Armentières, à te voir l'objet de l'admiration générale, apprécie doublement son bonheur. Plus il se montrera épris et fier de toi, plus le monde respectera votre amour et se résignera vite à te traiter en duchesse. On parle de nous dans Paris ; eh bien, on en parlera beaucoup plus encore. Je veux qu'on s'émerveille, et que cette dédaigneuse aristocratie rende hommage à la puissance de la richesse. »

Ainsi se termina leur entretien. M. Erneville souhaita le bonsoir à sa fille et la laissa seule. Elle se mit à son piano, et elle en joua une grande heure avec une sorte de fièvre et d'emportement, jusqu'à ce qu'elle eût exhalé ainsi tous les mouvements tumultueux de son âme. Alors, cédant à la fatigue, elle se coucha et s'endormit épuisée.

CHAPITRE X.

En quittant Mlle Erneville, la duchesse d'Armentières était frémissante de courroux de la fière attitude de cette plébéïnne, de la résistance de son fils à ses désirs. Mais, à mesure qu'elle approchait de l'hôtel de Vignolle, où dans son premier mouvement, elle avait donné ordre de la conduire, cette exaspération se calmait et faisait place peu à peu à un abattement profond. Bientôt il ne lui resta qu'un seul sentiment : la douleur de ne pouvoir porter à sa nièce la consolation et la joie qu'elle avait espérer lui donner. Elle se demanda même ce qu'elle irait faire auprès de Blanche et du comte. Ils n'avaient été ni l'un ni l'autre initiés à son projet, car ni l'un ni l'autre ils n'eussent approuvé cette démarche. A quoi bon leur en parler maintenant? Si elle avait réussi, à la bonne heure ! Peut-être le succès leur eût-il fait pardonner ce qu'elle devait avoir d'humiliant à leurs yeux. Le contraire étant, pourquoi dire à Blanche : « J'ai mendié de ta rivale un sacrifice qu'elle m'a refusé ? » Pourquoi confesser à M. de Vignolle : « J'ai abaissé l'orgueil de votre maison devant celui d'une parvenue ? » C'était ajouter une honte à leur chagrin. La duchesse résolut de se taire, et comme elle ne se sentait pas la force de maîtriser son émotion, elle se fit reconduire directement chez elle.

Le marquis l'attendait dans une petite pièce retirée qu'elle affectionnait d'une façon toute particulière. C'était là que, le plus souvent, elle recevait Blanche, et bien des fois Octave s'y était trouvé en tiers avec elles deux. Depuis quelque temps, il sortait beaucoup moins que par le passé, dinait tous les jours avec sa mère, lui consacrait chez elle presque toutes les soirées où ils n'allaient pas ensemble dans le monde ou à l'hôtel Vignolle, et faisait une cour déclarée à sa cousine. Blanche avait commencé par ne pas même s'en apercevoir, accoutumée qu'elle était à accepter les prévenances du marquis sans y attacher aucune signification. Puis sa tante lui avait ouvert les yeux, tout doucement et avec des précautions infinies, de crainte de la froisser dans des sentiments toujours vivaces. Mais Blanche, qui croyait son amour ignoré de tous, ne s'était pas offensée des prétentions d'Octave. Elle n'avait paru qu'un peu surprise d'abord, et ensuite tout à fait indifférente.

La duchesse favorisait les vœux de son second fils. A défaut de Raymond, son aîné, son préféré et le chef de la famille, c'eût été pour elle une consolation de voir le marquis époux de Blanche. Comme nous l'avons entendu lui-même le dire un jour à sa mère en termes voilés, c'était encore la réalisation du rêve favori de Mme d'Armentières, donner son nom à sa nièce et l'appeler sa fille. Mais la conduite de Blanche n'était pas faite pour encourager beaucoup cette espérance. Voilà pourquoi, avant de s'y rattacher exclusivement comme à une dernière branche de salut, la duchesse avait fait une suprême tentative du côté où étaient toutes ses prédilections et tout le cœur de sa nièce.

Le marquis, en attendant sa mère, allait et venait d'un air agité. Sa physionomie, d'habitude si insouciante, si joviale, portait l'empreinte de la préoccupation et de l'inquiétude la plus vive. En ce moment, il n'était pas lui-même, et cette émotion lui seyait mal. Loin de rendre sa figure intéressante, elle y imprimait un caractère sombre, presque dur.

Cependant, lorsque parut la duchesse, pâle et bouleversée, il oublia un instant son propre souci pour ne songer qu'à sa mère. Ce fut avec une véritable sollicitude qu'il lui demanda la cause de l'état où il la voyait. Elle lui dit tout; elle avait si grand besoin d'épancher l'indignation qui lui gonflait le cœur ! Il l'écouta très-attentivement, poussant par intervalles une exclamation de surprise, de regret ou de blâme à l'adresse de son frère. Mais, en l'observant mieux que ne pouvait le faire la duchesse, trop émue encore, on aurait découvert peut-être que cette confidence ne l'affligeait pas, qu'elle semblait plutôt lui venir fort à point.

En effet, à peine Mme d'Armentières eut-elle cessé de parler, qu'il lui demanda d'une voix anxieuse, comme si la vie ou la mort dépendait pour lui de sa réponse :

— Vous croyez donc que Blanche aime mon frère ?

— Je le crois.

— Vous a-t-elle avoué cet amour ?

— Elle ne m'en a jamais dit un mot

Le marquis respira, visiblement soulagé. L'éclair de son regard en alluma un dans l'œil de sa mère.

« Je te comprends, reprit-elle ; tu l'aimes, toi !

— C'est trop peu dire, ma mère ; je l'adore. De toutes les femmes que j'ai vues, pas une ne mérite de lui être comparée. Je ne comprends pas que mon frère ait pu avoir assez mauvais goût pour ne pas vouloir d'elle. Mais je conçois moins encore qu'elle se soit éprise d'un garçon si peu aimable, pas beau du tout, et qui l'a si mal traitée. Le sort est bien injuste, et les jeunes filles bien aveugles ! J'ai beau la combler de prévenances et de marques d'affection, Blanche ne daigne

Reproduction interdite. — Voir le *Journal de Roubaix* du 5 février.